

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008366]

## 29 AVRIL 2024. — Décret relatif à l'organisation des centres qualifiants pour le métier d'aide familiale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Dispositions introductives

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la session de formation : l'offre de formation qualifiante qui reprend les unités d'acquis d'apprentissage développées au sein d'un centre qui a pour objet l'acquisition de connaissances, de compétences et de comportements socio-professionnels requis pour exercer le métier d'aide familiale;

2° le projet pédagogique : le document établi par le centre qui décline les principes et les orientations pédagogiques applicables à un centre pour l'ensemble des sessions de formation qu'il organise;

3° le SAFA : le service d'aide aux familles et aux aînés;

4° le SFMQ : le Service francophone des Métiers et des Qualifications visé par l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ);

5° le métier d'aide familiale : le métier visé à l'article 220, § 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

## CHAPITRE 2 — Finalité et missions des centres qualifiants

**Art. 3.** Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale a pour mission principale d'organiser une ou plusieurs sessions de formation en vue d'enseigner les qualifications requises pour l'exercice du métier d'aide familiale.

Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale peut également organiser des formations continuées à destination du personnel des SAFA ou d'autres institutions à caractère social.

## CHAPITRE 3 — Agrément des centres qualifiants

**Art. 4.** Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale est agréé pour effectuer les missions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** Pour être agréé, le centre remplit les conditions suivantes :

1° il est constitué sous forme d'association sans but lucratif et a comme objet unique les activités visées à l'article 3;

2° il organise des sessions de formation conformément aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

3° il dispose d'un personnel qui répond aux conditions visées à l'article 18;

4° il rédige un projet pédagogique qui inclut :

a) la formation continue des formateurs;

b) l'évaluation de la formation par les participants et une prise en compte de cette évaluation;

5° il dispose de locaux et de matériel adéquats pour que les formations se déroulent dans des conditions favorables;

6° il justifie des moyens matériels, humains et financiers prévus pour le bon fonctionnement du centre qui permettent de réaliser de manière performante sa mission telle que définie à l'article 3;

7° il évalue au moins une fois la maîtrise des compétences de chaque stagiaire durant la formation et organise à la fin de la session de formation une période d'évaluation dont la forme reste la liberté pédagogique de chaque centre;

8° il organise l'enregistrement des formations dispensées, de manière telle que l'on peut vérifier exactement, pour chaque formation, la liste des participants;

9° il n'est pas redevable d'arriérés d'impôts, ni de dettes échues de cotisations à percevoir par un organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, ni de dettes échues de paiement de montants réclamés par la Région, par ou en vertu du présent décret;

10° il n'a pas, au cours des dix années précédant la demande d'agrément, été condamné pour une violation du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE règlement général sur la protection des données;

11° le cas échéant, il respecte le décret du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

12° il n'a pas, au cours des dix années précédant la demande d'agrément, été condamné ni ne s'est vu infligé une amende administrative pour avoir fait sciemment une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir l'agrément.

La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, n'est pas applicable au centre de formation institué par une province, une commune ou un centre public d'action sociale.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser les conditions auxquelles le centre de formation répond pour être agréé.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne octroie l'agrément.

§ 2. Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale introduit sa demande d'agrément par écrit ou par voie numérique auprès de l'autorité désignée par le Gouvernement.

Lorsque le dossier ne contient pas l'ensemble des informations visées à l'article 5, le centre reçoit de l'autorité désignée par le Gouvernement un courrier qui précise les informations complémentaires à fournir. Il communique les éléments manquants par écrit ou par voie numérique au plus tard trente jours après la réception de ce courrier, sous peine de classement sans suite de sa demande.

Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne se prononce dans les quarante-cinq jours suivant la réception du dossier complet. La décision est notifiée au centre.

**Art. 7.** L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

**Art. 8.** Le centre agréé conserve les documents nécessaires à la bonne organisation de la formation.

**Art. 9.** Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne peut retirer ou suspendre l'agrément d'un centre de formation qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

Le centre de formation dispose d'un délai de soixante jours, à partir de la notification de l'intention de retirer ou de suspendre l'agrément, pour adresser un mémoire qui justifie l'accomplissement des conditions requises pour l'agrément.

Le centre de formation auquel l'agrément est refusé ou retiré peut uniquement introduire une nouvelle demande d'agrément au plus tôt douze mois après la notification du refus ou du retrait d'agrément.

#### CHAPITRE 4 — *Stagiaire*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La session de formation est accessible à la personne qui :

- 1° n'est plus soumise à l'obligation scolaire;
- 2° fournit une attestation médicale qui précise qu'elle est en bonne santé et possède les aptitudes requises pour exercer le métier d'aide familiale;
- 3° produit l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle;
- 4° présente un niveau de langue française équivalent au moins au niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues;
- 5° satisfait à l'entretien de motivation et de sélection établi par le centre agréé.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser les conditions auxquelles le stagiaire répond pour participer à une session de formation.

§ 2. Le candidat stagiaire remet les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, au plus tard quinze jours avant le premier jour de la session de formation.

Le centre agréé peut néanmoins accepter ces documents jusqu'au premier jour de la session de formation lorsque le stagiaire fait état de difficultés dans l'obtention de ces documents.

§ 3. La situation du stagiaire est appréciée le jour de son entrée en formation.

**Art. 11.** Le centre agréé exclut le stagiaire qui :

- 1° a usé d'un faux à l'occasion de sa demande d'inscription;
- 2° présente au maximum cent heures d'absence tout au long de la formation dont dix heures maximum injustifiées.

**Art. 12.** L'inscription est gratuite.

Le centre agréé fournit gratuitement au stagiaire les documents de travail.

**Art. 13.** Lors de l'inscription, le centre agréé communique par écrit au stagiaire les informations suivantes :

- 1° le programme de formation ainsi que l'organisation des stages et leur durée;
- 2° le projet pédagogique, ainsi que les modalités d'accueil du stagiaire, les modalités organisationnelles relatives au suivi pédagogique du stagiaire, les objectifs et la finalité pédagogique des cours, les modalités d'évaluation des connaissances et compétences acquises;
- 3° le contrat pédagogique qui prévoit les droits et les obligations de chaque partie;
- 4° les conditions et les processus de certification et d'immatriculation en tant qu'aide familiale.

**Art. 14.** Le centre agréé conclut un contrat de formation professionnelle avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et avec le stagiaire pour les phases de formation et de stage.

#### CHAPITRE 5 — *Formation*

**Art. 15.** Sans préjudice des articles 16 à 18, pour la réalisation de la mission visée à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le centre agréé développe des méthodes d'apprentissage adaptées aux adultes qui favorisent leur participation et leur implication dans le processus de formation.

Le centre agréé assure le suivi pédagogique pendant toute la durée de ce processus.

À l'issue du processus, il délivre l'attestation de capacité d'aide familiale visée par l'article 330/3 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La formation comprend une partie théorique, un stage et un accompagnement individuel ou collectif.

La partie théorique dure cinq cents heures, réparties comme suit :

- 1° quarante heures sur la déontologie;
- 2° cinquante heures sur les institutions sociales et la législation sociale;
- 3° quatre-vingts heures sur la psychologie et la pédagogie appliquées;
- 4° cent dix heures sur l'hygiène et les premiers soins;
- 5° cent septante heures de formation ménagère;
- 6° vingt heures sur la diététique;
- 7° trente heures de cours à options.

La formation doit permettre au stagiaire de maîtriser les huit unités d'acquis d'apprentissage référencées par le SFMQ et constituant le métier d'aide familiale:

- 1° entretenir l'habitation;
- 2° entretenir le linge;
- 3° faire les courses ménagères;
- 4° accompagner le bénéficiaire dans les tâches ménagères et travailler en équipe pluridisciplinaire;
- 5° participer à la mise en oeuvre du plan d'aide en accompagnant le bénéficiaire dans son hygiène en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire;
- 6° participer à la mise en oeuvre du plan d'aide en accompagnant le bénéficiaire dans le domaine de la qualité de vie en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire;
- 7° participer à la mise en oeuvre du plan d'aide en accompagnant le bénéficiaire pour la préparation et la prise des repas en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire;
- 8° participer à la mise en oeuvre du plan d'aide dans l'accompagnement du bénéficiaire dans le domaine éducatif et administratif en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire.

Le stage dure six cent dix heures, réparties comme suit :

- 1° quarante heures de stage de découverte;
- 2° cent vingt heures de stage de formation dont :
  - a) quarante heures dans le domaine de l'enfance;
  - b) quarante heures en maison de repos ou en maison de soins ou en institution pour personnes handicapées;
  - c) quarante heures déterminées par le centre agréé dans le domaine de l'enfance ou dans une maison de repos ou dans une maison de soins ou dans une institution pour personnes handicapées ou dans un centre de coordination d'aide et de soins à domicile;
- 3° quatre cent cinquante heures de stage pratique en SAFA.

L'accompagnement individuel ou collectif dure cinquante heures et permet le suivi pédagogique du stage visé à l'alinéa 3.

§ 2. Le Gouvernement peut modifier l'intitulé, la thématique et le nombre d'heures des cours visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, en concordance avec le statut de l'aide familiale visé à l'article 220, § 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

**Art. 17.** Le centre agréé peut attribuer des passerelles ou des exemptions de cours en fonction des unités d'acquis d'apprentissages acquises par l'expérience du stagiaire dans le domaine des titres-services ou d'aide-ménager social au sein d'un SAFA.

**Art. 18.** Une personne titulaire du diplôme de travailleur social qui justifie d'une expérience en SAFA dispense le cours de déontologie.

Une personne titulaire d'un diplôme de master en sciences pédagogiques ou d'assistant social ou de travailleur social dispense le cours de psychologie et de pédagogie appliquées.

Une personne titulaire d'un diplôme de bachelier ou de master en droit, de master en sciences politiques et sociales ou d'assistant social dispense le cours sur les institutions sociales et la législation sociale.

Une personne titulaire d'un diplôme d'infirmier ou de docteur en médecine dispense le cours d'hygiène et de premiers soins.

Une personne titulaire d'un diplôme de diététicien dispense le cours de diététique.

Une personne qui répond à l'une des conditions suivantes dispense le cours de formation ménagère :

- 1° elle est titulaire d'un diplôme en économie sociale et familiale;
- 2° elle est aide familiale et elle dispose d'une expérience au sein d'un SAFA;
- 3° elle est titulaire d'une agrégation de l'enseignement secondaire inférieur en économie sociale et familiale;
- 4° elle est titulaire d'un diplôme dans le domaine de la cuisine et elle dispose d'une expérience dans le domaine ménager.

#### CHAPITRE 6 — Organisation et financement des sessions de formation

**Art. 19.** Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne autorise le centre agréé à organiser une session de formation qui remplit les conditions visées au chapitre 5. Il fonde sa décision sur les besoins de recrutement dans les services SAFA à court et moyen termes.

Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne autorise l'organisation de dix sessions de formation au maximum par année. Lorsque le nombre de demandes est supérieur à dix, le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne autorise au moins une formation par province. S'il y a plusieurs demandes pour une même province, elles sont traitées par ordre chronologique.

Le Gouvernement peut adapter le plafond visé à l'alinéa 2 en fonction des moyens budgétaires disponibles.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année, le centre agréé introduit une demande d'organisation de sessions de formation auprès du Gouvernement ou de l'autorité qu'il désigne, au plus tard pour le 31 janvier de l'année au cours de laquelle la session de formation est organisée.

Lorsque le dossier est incomplet, le centre reçoit de l'autorité désignée par le Gouvernement un courrier qui précise les informations complémentaires à fournir. Il communique les éléments manquants par écrit ou par voie numérique au plus tard trente jours après la réception de ce courrier, sous peine de classement sans suite de sa demande.

§ 2. La demande porte sur un maximum de trois sessions de formation. Elle contient une déclaration qui répertorie toute aide de minimis reçue au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'année de la session de formation.

**Art. 21.** Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne octroie au centre agréé une subvention destinée à couvrir le coût lié à la rémunération des formateurs, des frais de fonctionnement, d'équipement, de coordination et d'administration de la session de formation approuvée.

Si l'octroi de la subvention aurait pour effet de porter le montant total des aides de minimis octroyé au centre agréé au-delà du plafond fixé par le Règlement visé à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne refuse la demande de subvention. Dans ce cas, la session de formation n'est pas prise en compte pour le plafond visé à l'article 19, alinéa 2.

Le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne conserve pendant dix ans toutes les informations relatives à la subvention permettant de démontrer que les conditions prescrites par le Règlement visé à l'article 24 sont remplies.

**Art. 22.** Le montant de la subvention est de trente mille euros par session de formation, à condition que celle-ci comprenne au minimum dix-huit stagiaires inscrits et au maximum trente stagiaires.

Le Gouvernement peut adapter le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> afin de tenir compte de l'évolution des coûts, sans pour autant pouvoir dépasser la limite des crédits budgétaires disponibles.

**Art. 23.** La subvention est liquidée en deux tranches :

1° une avance de soixante-cinq pourcents versés lors du premier trimestre de l'organisation de la session de formation approuvée, sur base d'une déclaration de créance;

2° un solde de trente-cinq pourcents versés lors du second semestre de l'organisation de la session de formation, sur base d'une déclaration de créance et d'un rapport d'activité relatif à la réalisation de celui-ci et qui reprend le taux d'insertion des stagiaires formés.

**Art. 24.** La subvention est régie par le Règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Dans la décision d'octroi de la subvention, le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne en informe le centre agréé en citant le Règlement et en mentionnant le montant de la subvention.

Le Gouvernement peut adapter la référence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour assurer la conformité du présent décret aux articles 107 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ainsi qu'aux normes dérivées du droit de l'Union européenne.

#### CHAPITRE 7 — *Traitement de données à caractère personnel*

**Art. 25.** Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire, en ce qui concerne l'agrément du centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale :

1° aux opérations de gestion administrative de l'octroi ou de refus de l'agrément;

2° aux opérations de suspension et de retrait de l'agrément;

3° aux opérations de gestion du contentieux relatif à l'agrément.

Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire :

1° à l'inscription du stagiaire, à la dispense de la formation et à l'évaluation du stagiaire et à la tenue du répertoire visé à l'article 330/4 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

2° à la justification des conditions d'octroi de l'agrément et de la subvention et à la bonne utilisation de cette dernière.

**Art. 26.** Les données à caractère personnel nécessaires à l'agrément du centre de formation, fournies par ce dernier, sont les suivantes :

1° les prénoms et noms, ainsi que les qualifications académiques ou professionnelles du personnel pédagogique du centre;

2° lorsque le centre est constitué sous forme d'association sans but lucratif, les prénoms et noms, ainsi que le sexe des membres de l'organe d'administration.

Les données à caractère personnel nécessaires à l'inscription du stagiaire, à la dispense de la formation et à l'évaluation du stagiaire et à la tenue du répertoire visé à l'article 330/4 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, fournies par ces derniers, sont les suivantes :

1° les prénoms et les noms;

2° le numéro d'identification du Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (RNPP) ou, à défaut, au numéro d'identification de la BanqueCarrefour de la Sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

3° les données de contact;

4° la soumission à l'obligation scolaire;

5° la capacité à exercer, d'un point de vue médical, le métier d'aide familiale;

6° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle; 7° le niveau de maîtrise du français;

8° l'assiduité dans le suivi de la formation.

Les données à caractère personnel nécessaires à la justification de l'octroi de la subvention sont récoltées par le centre de formation et transmises au Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche. Il s'agit :

1° des données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° des données visées à l'alinéa 2, 1° et 2°.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche est responsable du traitement des données visées à l'article 26, alinéas 1<sup>er</sup> et 3.

Il conserve ces données pendant une période de dix ans à compter de la fin de validité, selon le cas, de l'agrément du centre de formation, de l'ouverture de la session de formation. Ce délai est prolongé jusqu'à l'épuisement des éventuelles procédures judiciaires ou administratives.

§ 2. Le centre de formation qualifiant au métier d'aide familiale est responsable du traitement des données visées à l'article 26, alinéa 2.

Il conserve ces données pendant une période de dix ans à compter de l'inscription du stagiaire.

#### CHAPITRE 8 — Récupération, contrôle et sanctions

**Art. 28.** Sans préjudice des articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, le Gouvernement précise les modalités de récupération de la subvention indûment versée.

Le bénéficiaire de la subvention indue peut demander un plan d'apurement au service désigné par le Gouvernement. S'il ne respecte pas les échéances prévues, la totalité des sommes qui restent dues est réputée exigible immédiatement et récupérée.

**Art. 29.** Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

**Art. 30.** Lorsqu'une déclaration inexacte ou incomplète a été faite sciemment en vue d'obtenir la subvention ou l'agrément, une amende administrative de trois cent à trois mille euros peut être infligée au centre de formation, son préposé ou mandataire selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

#### CHAPITRE 9 — Dispositions finales

**Art. 31.** À l'article 330/3 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du 10 mars 2023, les mots « l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiaux » sont remplacés par les mots « l'article 16 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'organisation des centres qualifiants pour le métier d'aide familiale ».

**Art. 32.** À l'article 330/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 10 mars 2023, les mots « l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales » sont remplacés par les mots « l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'organisation des centres qualifiants pour le métier d'aide familiale ».

**Art. 33.** À l'article 331 du même Code, les mots « de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales » sont remplacés par les mots « du décret du 29 avril 2024 relatif à l'organisation des centres qualifiants pour le métier d'aide familiale ».

**Art. 34.** Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation des centres de formation d'aides familiales;

2° l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 fixant le programme des matières enseignées dans les centres de formation d'aides familiales, le nombre d'heures qui doivent être consacrées à ce programme et les diplômes exigés pour enseigner dans lesdits centres.

**Art. 35.** Le centre agréé, en vertu de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation des centres de formation d'aides-familiales, à la date d'entrée en vigueur du présent décret est réputé être agréé dans le cadre du présent décret.

Le centre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> bénéficie d'un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux conditions d'agrément prévues à l'article 5 du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2023-2024.  
Documents du Parlement wallon, 1704 (2023-2024) N° 1 à 3  
Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024  
Discussion.  
Vote.

—————  
VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/008366]

#### 29 APRIL 2024. — Decreet betreffende de organisatie van kwalificatieverstrekkende centra voor het beroep gezinshulp (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

##### HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° de opleidingssessie: het kwalificerende opleidingsaanbod dat de eenheden van leerresultaten omvat die zijn ontwikkeld binnen een centrum dat tot doel heeft de kennis, vaardigheden en sociaal-professioneel gedrag te verwerven die nodig zijn om het beroep gezinshulp uit te oefenen;

2° het pedagogisch plan: het door het centrum opgestelde document waarin de pedagogische beginselen en richtlijnen zijn vastgesteld die van toepassing zijn op een centrum voor alle opleidingssessies die het organiseert;

3° "SAFA": de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen;

4° "SFMQ": de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" bedoeld bij het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapcommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort "S.F.M.Q.";

5° het beroep gezinshulp: het beroep bedoeld in artikel 220, § 2, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

##### HOOFDSTUK 2 — *Doel en opdrachten van de kwalificatieverstrekkende centra*

**Art. 3.** De hoofdopdracht van het opleidingscentrum dat de kwalificatie voor het beroep gezinshulp verstrekt, is de organisatie van een of meer opleidingssessies om de kwalificaties aan te leren die nodig zijn om als gezinshulp te werken.

Het opleidingscentrum dat de kwalificatie voor het beroep gezinshulp verstrekt, kan ook bijscholingscursussen organiseren voor SAFA-personeel en andere sociale instellingen.

##### HOOFDSTUK 3 — *Erkenning van de kwalificatiecentra*

**Art. 4.** Het opleidingscentrum voor het beroep gezinshulp is erkend voor het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in artikel 3, eerste lid

**Art. 5.** Om te worden erkend, moet het centrum voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° het is opgericht als vereniging zonder winstoogmerk en heeft als enig doel het uitvoeren van de in artikel 3 bedoelde activiteiten;

2° het organiseert opleidingen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° het beschikt over personeel dat voldoet aan de in artikel 18 bedoelde voorwaarden;

4° het stelt een pedagogisch project op dat het volgende omvat:

a) de permanente opleiding van opleiders;

b) de evaluatie van de opleiding door de deelnemers en het in aanmerking nemen van deze evaluatie;

5° het beschikt over geschikte lokalen en uitrusting zodat de opleidingen in gunstige omstandigheden kunnen plaatsvinden;

6° het toont aan dat het beschikt over de materiële, personele en financiële middelen die nodig zijn voor de goede werking van het centrum en die het in staat stellen zijn opdracht zoals bepaald in artikel 3 op doeltreffende wijze uit te voeren;

7° het beoordeelt de beheersing van de vaardigheden van elke stagiair ten minste één keer tijdens de opleiding en organiseert een evaluatieperiode aan het einde van de opleiding, waarvan de vorm aan de pedagogische vrijheid van elk centrum wordt overgelaten;

8° het registreert de verstrekte opleiding op zodanige wijze dat de lijst van deelnemers aan elke cursus precies kan worden gecontroleerd;

9° het heeft geen achterstallige belastingschulden of uitstaande schulden voor bijdragen die geïnd moeten worden door een instelling belast met de inning van sociale zekerheidsbijdragen, noch uitstaande schulden voor de betaling van bedragen die gevorderd worden door het Gewest, door of krachtens dit decreet;

10° is in de tien jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag niet veroordeeld wegens overtreding van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot

95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

11° in voorkomend geval, voldoet het aan het decreet van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

12° hij is in de tien jaar voorafgaand aan de vergunningsaanvraag niet veroordeeld geweest voor of beboet wegens het opzettelijk afleggen van een onjuiste of onvolledige verklaring met het oog op het verkrijgen van een vergunning.

De voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 1°, is niet van toepassing op een opleidingscentrum opgericht door een provincie, een gemeente of een openbaar centrum voor sociale actie.

De Regering kan de voorwaarden waaraan een opleidingscentrum moet voldoen om erkend te worden, aanvullen of nader bepalen.

**Art. 6.** § 1. De Regering of de door haar aangewezen overheid verleent de erkenning.

§ 2. Het opleidingscentrum voor het beroep gezinshulp dient zijn erkenningsaanvraag schriftelijk of digitaal in bij de door de Regering aangewezen overheid.

Indien het dossier niet alle gegevens bedoeld in artikel 5 bevat, ontvangt het centrum een brief van de door de Regering aangewezen overheid waarin de te verstrekken aanvullende gegevens worden bepaald. Het moet de ontbrekende informatie uiterlijk dertig dagen na ontvangst van deze brief schriftelijk of digitaal verstrekken, op straffe van het onbehandeld laten van zijn aanvraag.

De Regering of de door haar aangewezen overheid neemt haar beslissing binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier. De beslissing wordt meegedeeld aan het centrum.

**Art. 7.** De erkenning wordt voor onbepaalde duur verleend.

**Art. 8.** Het erkende centrum bewaart alle documenten die nodig zijn voor de goede organisatie van de opleiding.

**Art. 9.** De Regering of de door haar aangewezen overheid kan de erkenning van een opleidingscentrum dat niet langer voldoet aan de voorwaarden van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan intrekken of opschorten.

Het opleidingscentrum beschikt over zestig dagen vanaf de kennisgeving van het voornemen om de erkenning in te trekken of op te schorten, om een verklaring in te dienen waarin wordt gerechtvaardigd dat het aan de voorwaarden voor de erkenning voldoet.

Het opleidingscentrum waaraan de erkenning wordt geweigerd of ingetrokken, kan slechts een nieuwe aanvraag om erkenning indienen ten vroegste twaalf maanden na de kennisgeving van de weigering of van de intrekking van de erkenning.

#### HOOFDSTUK 4 — *Stagiair*

**Art. 10.** § 1. De opleidingssessie staat open voor iedereen die:

1° niet meer onder de leerplicht valt;

2° een medisch attest voorlegt waaruit blijkt dat hij in goede gezondheid verkeert en over de nodige vaardigheden beschikt om als gezinshulp te werken;

3° het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering aflevert;

4° een niveau Frans heeft dat ten minste gelijkwaardig is aan niveau B1 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen;

5° het door het erkende centrum opgestelde motivatie- en selectiegesprek voltooit.

De Regering kan de voorwaarden waaraan stagiairs moeten voldoen om deel te nemen aan een opleidingssessie aanvullen of nader bepalen.

§ 2. De kandidaat-stagiair bezorgt de documenten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° en 3°, uiterlijk vijftien dagen voor de eerste dag van de opleidingssessie.

Het erkende centrum kan deze documenten niettemin aanvaarden tot de eerste dag van de opleidingssessie, wanneer de stagiair moeilijkheden meldt bij het verkrijgen van deze documenten.

§ 3. De situatie van de stagiair wordt beoordeeld op de dag dat hij aan de opleiding begint.

**Art. 11.** Het erkende centrum sluit elke stagiair uit die:

1° een vervalst document heeft gebruikt bij de aanvraag tot inschrijving;

2° een maximale afwezigheid van honderd uur over de hele opleiding heeft, waarvan maximaal tien uur ongerechtvaardigd moet zijn.

**Art. 12.** Registratie is gratis.

Het erkende centrum verstrekt de stagiair gratis de werkdocumenten.

**Art. 13.** Bij de registratie verstrekt het erkende centrum de stagiair schriftelijk de volgende informatie:

1° het opleidingsprogramma alsook de organisatie en duur van de stages;

2° het onderwijsproject, met inbegrip van de procedures voor de ontvangst van de stagiair, de organisatorische procedures voor de bewaking van de voortgang van de stagiair, de doelstellingen en het educatieve doel van de cursussen en de procedures voor de beoordeling van de verworven kennis en vaardigheden;

- 3° de onderwijsovereenkomst, waarin de rechten en plichten van elke partij zijn vastgelegd;
- 4° de voorwaarden en processen voor certificering en registratie als gezinshulp.

**Art. 14.** Het erkende centrum sluit een beroepsopleidingsovereenkomst af met de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) en met de stagiair voor de opleidings- en stagefasen.

#### HOOFDSTUK 5 — Opleiding

**Art. 15.** Onverminderd de artikelen 16 tot 18, ontwikkelt het erkende centrum, om de in artikel 3, eerste lid, bedoelde opdracht uit te voeren, leermethoden die aangepast zijn aan volwassenen en die hun deelname aan en betrokkenheid bij het opleidingsproces bevorderen.

Het erkende centrum zorgt voor de educatieve ondersteuning gedurende het hele proces.

Aan het einde van het proces, geeft het bekwaamheidsattest als gezinshulp af bedoeld bij artikel 330/3 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 16.** § 1. De opleiding bestaat uit theorie, een stage en individuele of groepsbegeleiding.

Het theoretische gedeelte duurt vijfhonderd uur, als volgt verdeeld:

- 1° veertig uur over deontologie;
- 2° vijftig uur over sociale instellingen en sociale wetgeving;
- 3° tachtig uur over toegepaste psychologie en pedagogie;
- 4° honderdtien uur over hygiëne en eerste hulp;
- 5° honderdzeventig uur huishoudopleiding;
- 6° veertig uur over dieetkunde;
- 7° dertig uur keuzevakken.

De opleiding moet de stagiair in staat stellen de acht eenheden van leerresultaten te beheersen waarnaar wordt verwezen door de SFMQ en die het beroep van gezinshulp vormen:

- 1° het huis onderhouden;
- 2° het was onderhouden;
- 3° huishoudelijke boodschappen doen;
- 4° de begunstigde helpen met huishoudelijke taken en werken in een multidisciplinair team;
- 5° meewerken aan de uitvoering van het hulpverleningsplan door de begunstigde te ondersteunen in zijn hygiëne in overleg met het multidisciplinaire team;
- 6° meewerken aan de uitvoering van het hulpverleningsplan door de begunstigde te ondersteunen op het gebied van levenskwaliteit in overleg met het multidisciplinaire team;
- 7° meewerken aan de uitvoering van het hulpverleningsplan door de begunstigde te ondersteunen bij het bereiden en nuttigen van maaltijden in overleg met het multidisciplinaire team;
- 8° meewerken aan de uitvoering van het hulpverleningsplan door de begunstigde te ondersteunen bij educatieve en administratieve zaken in overleg met het multidisciplinaire team

De opleiding duurt zeshonderdtien uur en is als volgt opgedeeld:

- 1° veertig uur ontdekkingsstage;
- 2° honderdtwintig uur opleidingsstage, waaronder:
  - a) veertig uur op het gebied van kindverzorging;
  - b) veertig uur in een rust- of rust- en verzorgingstehuis of in een instelling voor mensen met een handicap;
  - c) veertig uur vastgesteld door het erkende centrum op het gebied van kindverzorging of in een rust- of rust- en verzorgingstehuis of in een instelling voor mensen met een handicap of in een centrum voor thuishulp en zorgcoördinatie;
- 3° vierhonderdvijftig uur praktische opleiding in SAFA.

De individuele of groepsondersteuning duurt vijftig uur en maakt de pedagogische opvolging van de opleiding bedoeld in het derde lid mogelijk.

§ 2. De Regering kan het opschrift, het onderwerp en het aantal uren van de cursussen bedoeld in paragraaf 1 wijzigen, in overeenstemming met het statuut van de gezinshulp bedoeld in artikel 220, § 2, van het Waalse Wetboek voor Sociale actie en Gezondheid.

**Art. 17.** Het erkende centrum kan overgangen of vrijstellingen van de cursus toekennen op basis van de leereenheden die de stagiair heeft verworven door ervaring op het gebied van dienstencheques of als hulp in de sociale huishouding binnen een SAFA.

**Art. 18.** Een persoon die houder is van een diploma maatschappelijk werker die ervaring heeft met SAFA verzorgt de cursus deontologie.

Een persoon die houder is van een masterdiploma in de pedagogische wetenschappen of een maatschappelijk werker verzorgt de cursus toegepaste psychologie en pedagogie.

Een persoon die houder is van een bachelor- of masterdiploma in rechten, een masterdiploma in politieke en sociale wetenschappen of een maatschappelijk werker verzorgt de cursus over sociale instellingen en sociale wetgeving.

Een persoon die houder is van een diploma verpleegkunde of arts verzorgt de cursus hygiëne en eerste hulp.

Een persoon die houder is van een diploma diëtist verzorgt de cursus diëtetiek.

Een persoon die aan een van de volgende voorwaarden voldoet, verzorgt de cursus huishoudkunde:

- 1° ze is houder van een diploma sociale en gezinseconomie;



2° ze is gezinshulp en heeft ervaring in een SAFA;

3° ze is houder van een aggregatie voor het lager secundair onderwijs in sociale en gezinseconomie;

4° ze is houder van een diploma in koken en heeft ervaring in het huishouden.

#### HOOFDSTUK 6 — *Organisatie en financiering van opleidingssessies*

**Art. 19.** De Regering of de door haar aangewezen overheid geeft het erkende centrum toestemming om een opleidingssessie te organiseren die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in hoofdstuk 5. Zij baseert haar beslissing op de aanwervingsbehoeften op korte en middellange termijn in de SAFA-diensten.

De Regering of de door haar aangewezen overheid staat de organisatie van maximaal tien opleidingssessies per jaar toe. Als het aantal aanvragen meer dan tien bedraagt, geeft de Regering of de door haar aangewezen overheid toestemming voor ten minste één opleiding per provincie. Als er meerdere aanvragen zijn voor eenzelfde provincie, worden ze in chronologische volgorde behandeld.

De Regering kan het in het tweede bedoelde maximum aanpassen afhankelijk van de beschikbare begrotingsmiddelen.

**Art. 20.** § 1. Elk jaar dient het erkende centrum een aanvraag voor het organiseren van opleidingssessies in bij de Regering of de door haar aangewezen overheid, uiterlijk op 31 januari van het jaar waarin de opleidingssessie wordt georganiseerd.

Wanneer het dossier onvolledig is, ontvangt het centrum een brief van de door de Regering aangewezen overheid waarin de te verstrekken aanvullende gegevens worden bepaald. Het moet de ontbrekende informatie uiterlijk dertig dagen na ontvangst van deze brief schriftelijk of digitaal verstrekken, op straffe van het onbehandeld laten van zijn aanvraag.

§ 2. De aanvraag heeft betrekking op maximaal drie opleidingssessies. Het bevat een verklaring waarin alle de-minimissteun wordt vermeld die in de voorgaande twee belastingjaren en het jaar van de trainingssessie is ontvangen.

**Art. 21.** De Regering of de door haar aangewezen overheid zal het erkende centrum een subsidie toekennen om de kosten te dekken voor het vergoeden van de opleiders, de werkings-, uitrustings-, coördinatie- en administratiekosten van de goedgekeurde opleidingssessie.

Indien de toekenning van de subsidie tot gevolg zou hebben dat het totale bedrag aan de-minimissteun dat aan het erkende centrum wordt verleend het plafond overstijgt dat is vastgesteld bij de in artikel 24, eerste lid, bedoelde Verordening, wijst de Regering of de door haar aangewezen overheid de subsidieaanvraag af. In dit geval wordt de opleiding niet in aanmerking genomen voor het plafond bedoeld in artikel 19, tweede lid.

De Regering of de door haar aangewezen overheid bewaart gedurende tien jaar alle gegevens met betrekking tot de subsidie die kunnen worden gebruikt om aan te tonen dat aan de voorwaarden bij de in artikel 24 bedoelde Verordening is voldaan.

**Art. 22.** De subsidie bedraagt dertigduizend euro per opleidingssessie, met dien verstande dat er minimaal achttien ingeschreven stagiairs en maximaal dertig stagiairs zijn.

De Regering kan het in het eerste lid bedoeld bedrag aanpassen om rekening te houden met de evolutie van de kosten, zonder evenwel de limiet van de beschikbare begrotingskredieten te kunnen overschrijden.

**Art. 23.** De subsidie wordt in twee schijven vereffend:

1° een voorschot van vijftig procent betaald tijdens het eerste kwartaal van de organisatie van de goedgekeurde opleidingssessie, op basis van een aangifte van schuldvordering;

2° een saldo van vijftig procent betaald tijdens het tweede semester van de organisatie van de opleidingssessie, op basis van een aangifte van schuldvordering en een activiteitenverslag met betrekking tot de realisatie ervan en waarin het integratiepercentage van de opgeleide stagiairs is opgenomen.

**Art. 24.** De subsidie wordt bepaald bij Verordening (EU) nr. 2023/2831 van de Commissie van 13 december 2023 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun. In de beslissing tot toekenning van de subsidie, brengt de Regering of de door haar aangewezen overheid het erkende centrum hiervan op de hoogte, onder verwijzing naar de Verordening en met vermelding van het subsidiebedrag.

De Regering kan de verwijzing bedoeld in het eerste lid aanpassen opdat dit decreet kan voldoen aan de artikelen 107 en volgende van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie alsmede aan de normen die uit het recht van de Europese Unie voortvloeien.

#### HOOFDSTUK 7 — *Verwerking van persoonsgegevens*

**Art. 25.** De Waalse Overheidsdienst, Economie, Tewerkstelling en Onderzoek verwerkt persoonsgegevens in de strikte mate van wat nodig is met betrekking tot de erkenning van het opleidingscentrum dat kwalificaties als gezinshulp verstrekt:

1° voor het administratieve beheer van de toekenning of weigering van de erkenning

2° voor de schorsing en intrekking van de erkenning

3° voor het beheer van geschillen met betrekking tot de erkenning.

Het opleidingscentrum voor gezinshulp verwerkt persoonsgegevens in de strikte mate van wat nodig is:

1° bij de inschrijving van de stagiair, het verzorgen van de opleiding en de evaluatie van de stagiair en het bijhouden van het register bedoeld in artikel 330/4 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° de rechtvaardiging van de voorwaarden voor het verlenen van de erkenning en van de subsidie en het juiste gebruik ervan.

**Art. 26.** De door het opleidingscentrum verstrekte persoonsgegevens die nodig zijn voor de erkenning ervan, zijn de volgende:

1° de voor- en achternamen evenals de academische of beroepskwalificaties van het onderwijzend personeel van het centrum;

2° wanneer het centrum is opgericht als vereniging zonder winstoogmerk, de voor- en achternamen, alsmede het geslacht van de leden van het bestuursorgaan.

De door de stagiair verstrekte persoonsgegevens die nodig zijn bij zijn inschrijving, het verzorgen van de opleiding en de evaluatie van de stagiair en het bijhouden van het register bedoeld in artikel 330/4 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid zijn de volgende:

1° de voor- en achternamen;

2° het Rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (RNP), of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruisbank van de sociale zekerheid, zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

3° de contactgegevens;

4° leerplicht;

5° de bekwaamheid om als gezinshuishoudhulp te werken vanuit medisch standpunt;

6° het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering aflevert;

7° niveau van de Franse taalvaardigheid;

8° het regelmatig bijwonen van opleidingen.

De persoonsgegevens die nodig zijn om de toekenning van de subsidie te rechtvaardigen, worden verzameld door het opleidingscentrum en overgemaakt aan de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek. Het gaat om:

1° de gegevens bedoeld in het eerste lid;

2° de gegevens bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°.

**Art. 27.** § 1. De Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking van de in artikel 26, eerste en derde lid bedoelde gegevens.

Het bewaart deze gegevens gedurende een periode van tien jaar vanaf het einde van de geldigheid van de erkenning van het opleidingscentrum of de opening van de opleidings sessie, al naargelang het geval. Deze periode wordt verlengd totdat alle juridische of administratieve procedures zijn uitgeput.

§ 2. Het opleidingscentrum dat de kwalificatie voor het beroep gezinshulp verstrekt, is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens bedoeld in artikel 26, tweede lid.

Het bewaart deze gegevens gedurende een periode van tien jaar vanaf de inschrijving van de stagiair.

#### HOOFDSTUK 8 — *Terugvordering, controle en sancties*

**Art. 28.** Onverminderd de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, bepaalt de Regering de modaliteiten voor de terugvordering van de ten onrechte betaalde subsidie.

De begunstigde van de onverschuldigde subsidie kan een aanzuiveringsplan aanvragen bij de door de Regering aangewezen dienst. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in het aanzuiveringsplan, wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd.

**Art. 29.** De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

**Art. 30.** Wanneer willens en wetens een onjuiste of onvolledige aangifte is gedaan met het oog op het verkrijgen van de subsidie of de erkenning, kan aan het opleidingscentrum, zijn aangesteld of lasthebber een administratieve boete van driehonderd tot drieduizend euro worden opgelegd, afhankelijk van de procedure en de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

#### HOOFDSTUK 9 — *Slobepalingen*

**Art. 31.** In artikel 330/3 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van 10 maart 2023, worden de woorden "artikel 8 van het BESLUIT van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers" vervangen door de woorden "artikel 16 van het decreet van 29 april 2024 betreffende de organisatie van kwalificatieverstrekkende centra voor het beroep gezinshulp".

**Art. 32.** In artikel 330/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 10 maart 2023, worden de woorden "artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers" vervangen door de woorden "artikel 10, § 1, van het decreet van 29 april 2024 betreffende de organisatie van kwalificatieverstrekkende centra voor het beroep gezinshulp".

**Art. 33.** In artikel 331 van hetzelfde besluit, worden de woorden "van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers" vervangen door de woorden "van het decreet van 29 april 2024 betreffende de organisatie van kwalificatieverstrekkende centra voor het beroep gezinshulp".

**Art. 34.** Worden opgeheven:

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 tot bepaling van het programma van de onderrichte vakken in de opleidingscentra voor gezinsbijstand, van het aantal uren dat moet worden besteed aan dit programma en van de vereiste diploma's om les te kunnen geven in deze centra.

**Art. 35.** Het erkende centrum, krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de organisatie van opleidingscentra voor gezinsbijstand, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht te zijn erkend krachtens dit decreet.

Het centrum bedoeld in het eerste lid beschikt over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 5 van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,  
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1704 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/008365]

**6 JUNI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie 2, livre III, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 150, 151, 151/2, 152, 152/1, 152/3, 152/4, 152/5, 152/6, 152/7, 152/8, 152/9, 153, 153/2, 153/5, 153/7, 153/8, 153/9, 153/10, 153/11, 153/12, 153/13, 154, 154/1, 154/2, 154/4, 155, 155/2, 155/3, 155/4, 155/6, 155/7, 155/8, 155/9, 155/10, 155/11, 156, 157 et 157/1, tels que modifiés, insérés ou rétablis par le décret du 14 mars 2024 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu le rapport du 15 juin 2023 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 76.090/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel, donné le 27 mai 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de l'Egalité des chances ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Livre III de la Partie 2 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé les mots « du Code » sont à chaque fois compétés par le mot « décretaal ».

**Art. 3.** Dans l'article 236 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 2<sup>o</sup> l'administration : le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ; » ;